

SEG TAABA

Numéro 16 du 31 décembre 2001

Éditorial

Un an déjà depuis le lancement du programme Réussir la Décentralisation!!! Si cette année est passée si vite c'est sans doute parce qu'elle a été bien remplie. Zoom sur est consacrée à la composante mise en œuvre par ARED. Seg Taaba revient également sur les premières leçons tirées de ce partenariat!

Un an, c'est aussi le moment de se réjouir d'une collaboration fructueuse autour d'une vision commune. Best of invite à la réflexion sur des concepts autour desquelles nous nous sommes retrouvés tout au long de 2001.

Bonne année et bonne lecture!!!

Zoom Sur: ARED, pour le renforcement des capacités des populations

La vocation de Associates in Research and Education for Development (ARED) est de soutenir et de promouvoir la relation entre l'éducation, la recherche fondamentale et l'action communautaire. ARED s'est donc spécialisée dans la recherche et l'éducation pour le développement en langues nationales. Ses programmes sont axés sur l'éducation participative dans les langues du Sénégal et plus précisément en pulaar (peul).

Dans ce cadre, depuis 1990, ARED a publié plus de 100 titres en pulaar et traduit quelques ouvrages du pulaar au français ou du pulaar aux autres langues nationales du Sénégal. Elle réalise une vente non négligeable de 30.000 livres environ par an. En effet, ses publications sont réparties dans sept (7) séries qui touchent les thématiques suivantes: alphabétisation de base, planification et aptitudes organisationnelles, société civile, culture et savoir local, santé publique, information scientifique et technique, religion. Certains de ces ouvrages sont des livres de lecture, tandis que d'autres sont des manuels de formation.

En plus du volet « Édition », ARED a développé un axe « Formation » qui conçoit, teste des modules et favorise leur démultiplication. Ces modules s'organisent autour de quatre axes principaux que sont :

- 1) l'alphabétisation de base,
- 2) la formation en développement organisationnel et leadership des associations communautaires,
- 3) l'appui au développement d'une société civile,
- 4) l'éducation culturelle dans les langues nationales en prenant en compte les systèmes locaux d'éducation.

Pour produire ses modules, ARED fait appel à des spécialistes dans les domaines en question. Il conçoit avec eux le contenu, élabore une démarche pédagogique active et appropriée, puis expérimente les produits sur le terrain en vue de les valider et de les publier à une grande échelle. Sa stratégie est donc basée sur un partenariat à trois dimensions : ARED, spécialistes, communautés.

Toutes les productions sont conçues au départ en

langue pular afin de s'assurer de leur cohérence culturelle, de leur adaptation au niveau d'éducation et d'information et de leur adéquation aux préoccupations réelles des communautés à la base. Cependant, pour des raisons d'ouverture et de partage, ARED traduit et adapte certains modules en français afin de faciliter le transfert aux partenaires de la sous-région. Par ailleurs, ARED met à leur disposition le contenu, la démarche (et même la maquette) de ses manuels.

Le partenariat entre ARED et IIED date de 1993. Il a démarré avec une série de publications en pular sur un processus de formation des communautés à la MARP dans leurs propres langues. Ensuite, ils ont collaboré dans la conception d'un module sur la gestion alternative des conflits liés à l'exploitation des ressources agro-sylvo-pastorales communes. ARED a aussi traduit plusieurs publications d'IIED en pular. Le partage d'information avec les populations pastorales étant un pilier important de chacune de ces organisations, aujourd'hui ARED et IIED sont en parfaite harmonie dans une approche sur la "problématique pastorale", une approche basée non pas sur un esprit interventionniste, mais sur la prise de conscience des populations elles-mêmes et leur participation à la prise des décisions concernant leurs vies.

Ainsi, le programme "Réussir la Décentralisation" de IIED s'inscrit donc en parfait accord avec les orientations générales de ARED. Lancé en novembre 2000 à Ouagadougou, ce programme qui vient appuyer le processus de décentralisation en cours dans la sous-région comporte 3 axes dont le renforcement des capacités des populations locales. ARED ayant développé une expertise indéniable dans ce domaine, il s'agit essentiellement de valoriser et de diffuser son approche d'éducation communautaire pour le développement dans les autres pays de la sous-

région. Au terme de la première année de fonctionnement du programme, les activités suivantes ont été réalisées par ARED :

- Une formation en LOHU (planification participative en Pular) pour le staff du PIP et 24 personnes-ressources locales
- Un atelier de formation en gestion alternative des conflits pour 3 organisations au Niger. A ces formations, se sont ajoutées des visites de terrain pour rencontrer des partenaires et également développer un processus de transfert des outils de formation pour le personnel de ARED au Niger
- Un partenariat a été établi avec des organisations pastorales de base au Mali, au Sénégal et au Niger
- Une version provisoire d'un manuel pour l'analyse de la viabilité de l'économie familiale (intitulé *Portrait de Famille*) a été développée et testée avec une association pastorale
- Deux ateliers de conception d'un module sur l'analyse d'un système de production pastoral et agro-pastoral ont été réalisés par l'équipe d'ARED avec l'appui de Brigitte Thébaud, spécialiste en la matière

A l'issue de ces ateliers, les grandes lignes d'un livre sur la décentralisation et d'un autre sur les enjeux liés au pastoralisme ont été dégagées. Le développement d'un manuel sur le système de suivi-évaluation participatif est en cours. Enfin, un module d'alphabétisation adapté au mode de vie des pasteurs a été conçu et testé plusieurs fois avec différents groupes de pasteurs.

Contact:
ARED, B 10 737 Dakar-Liberté
Email: ared@enda.sn
Ared-ed@enda.sn

Agenda: Autour de la décentralisation

Atelier Annuel d'Évaluation du programme Réussir la Décentralisation

Un an après le lancement de Réussir la Décentralisation au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal, un atelier d'évaluation réunira dans les locaux de ARED, à Dakar, du 14 au 17 janvier 2002, les représentants des bailleurs de fonds, les points focaux nationaux et l'équipe de IIED Zones Arides. Cette rencontre sera l'occasion de faire un bilan d'étape et de tirer les leçons de la première année de mise en œuvre, de dégager les perspectives et d'ébaucher une planification pour l'année à venir. Les trois axes du programme Réussir la décentralisation sont: le renforcement des capacités des populations, l'appui au développement d'institutions participatives et la recherche-action en vue de faciliter l'influence des politiques et des pratiques.

Colloque Scientifique sur la Décentralisation Mali, février 2002

Il est prévu du 15 au 18 Février 2002, à Bamako/Mali, à l'initiative de Point Sud, une rencontre internationale sur la décentralisation et le savoir local en Afrique. Plus qu'une réflexion sur le cadre institutionnel, il s'agira de faire le point après une décennie de discours et de pratiques de décentralisation et de faire une analyse comparative des expériences dans les différents pays. Ce colloque sera l'occasion de mener une réflexion approfondie sur divers

problématiques liées à ce phénomène: Décentralisation hier et aujourd'hui, Décentralisation et déconcentration ; Décentralisation et question foncière.

Contact :M. Diawara
Email : pointsud@afribone.net.

FOREP: Plan d'actions 2002

Après avoir tiré les leçons de près de 3 années d'apprentissage, les institutions membres du Forum Régional Participatif de Thiès ont retenu un certain nombre d'activités pour l'année 2002. Un accent particulier est mis sur la capitalisation des expériences et la circulation de l'information. Ainsi, il est prévu de mettre en place une base de données de la décentralisation qui servira de source documentaire et d'outil d'aide à la prise de décision.

Des ateliers thématiques viendront alimenter la réflexion et le débat sur des problématiques d'actualité. Il est prévu notamment:

- Un atelier à Fandène sur le profil du conseiller rural: quel conseiller rural pour Fandène?
- Un atelier sur les conflits entre collectivités locales et secteur privé.

Des axes de recherche action ont également été identifiés relatifs aux conflits agriculture-élevage et à l'analyse des plans locaux de développement.

Contact:
Gora Djitté
Coordonnateur du FOREP
Email: forep@sentoo.sn

A suivre:

Réussir la décentralisation Premières leçons

Cette année de lancement a suscité beaucoup d'intérêt et d'enthousiasme de la part des partenaires actuels et potentiels dans les quatre pays. Les activités déjà menées, tout en ayant montré toute l'importance et la pertinence du programme « Réussir la Décentralisation », ont fourni des orientations pour un meilleur ciblage des activités au cours des deux prochaines années. Aussi, un accent plus marqué sera-t-il mis dans l'identification de thèmes communs aux quatre pays et l'initiation de processus d'apprentissage conjoints impliquant des acteurs dans ces différents pays. En effet, quelques axes communs aux quatre pays semble se dégager. Il s'agit de:

- **Développer des indicateurs pour le suivi du processus de décentralisation.** Ces indicateurs doivent être simples, pertinents, identifiés par les acteurs locaux eux-mêmes et faciles à utiliser pour ces derniers. En effet, il est essentiel que les populations locales disposent de méthodes et outils qui leur permettent de contrôler le processus de décentralisation.
- **Comprendre l'origine des différentes politiques et la manière de les influencer.** Dans les 4 pays, il existe de plus en plus d'opportunités pour engager un débat public sur les politiques. Toutefois, pour qu'un tel processus de consultation puisse être efficace et viable, il est essentiel de comprendre le processus par lequel les politiques prennent naissance, sont formulées, mises en œuvre, suivies et évaluées.
- **Développer des processus inclusifs, participatifs pour la planification et la gestion des ressources naturelles.** Une

bonne partie du programme « Réussir la Décentralisation » porte sur cet aspect. Une grande attention sera par conséquent donnée au développement d'approches et de méthodes afin de renforcer la capacité des communautés à planifier et gérer les ressources naturelles. Dans ce cadre, le travail de ARED sur la conception des matériels de formation en langues nationales pour les communautés, de même que les expériences menées par le Programme Sahel concernant les groupes d'apprentissage et l'institutionnalisation de la participation devront être largement partagés à l'échelle sous-régionale.

- **Renforcer le rôle des autres acteurs politiques et économiques au niveau local.** Les collectivités locales coexistent au niveau local, avec d'autres institutions et organisations (chefs de villages, chefs religieux, organisations et groupements de paysans, commerçants ruraux, etc.) qui jouent un rôle très important dans le développement local. Il est donc essentiel pour les collectivités locales, de mettre en place des mécanismes pour un partenariat plus marqué et une valorisation de l'apport que ces acteurs peuvent apporter au processus de décentralisation.

Accès aux ressources et transfert de responsabilités. Les collectivités locales possèdent très peu de ressources. En général, on leur a transféré beaucoup de responsabilités et peu de moyens. Il est donc essentiel pour le programme d'accorder une attention particulière sur le processus de mobilisation des moyens et le transfert de compétences sans lesquelles les collectivités locales ne pourront pas mener efficacement leur mission.

Best Of 2001: Concepts en fête

Le savoir local

Les savoirs locaux sont les mécanismes endogènes d'acquisition et d'utilisation des connaissances des communautés par elles-mêmes, en réponse à un ensemble de problèmes se posant de manière spécifique à leur environnement. Ressource insuffisamment utilisée dans le processus de développement, le savoir local, quand il est mobilisé, constitue une réponse efficace, aux besoins des populations, maintenant l'équilibre de leur environnement, respectueuse de leurs traditions. Les savoirs locaux s'incarnent dans les conflits, les relations et les rites d'une communauté. Ils s'articulent avec les principes de la participation et la logique de la décentralisation.

L'apprentissage

Pilier des groupes constitués par l'IIED et ses partenaires, l'apprentissage peut être défini comme une accumulation intentionnelle de connaissances acquises dans un processus d'action. Dans ce « learning by doing », les résultats de la recherche sont directement mobilisables par les participants. Les leçons tirées de ce processus itératif servent de manière pragmatique à impulser le changement d'autant qu'elles résultent d'expériences endogènes. C'est donc dire que l'apprentissage est de manière consubstantielle, lié à la participation des acteurs.

L'approche genre

Contrairement aux idées largement répandues, l'approche genre ne s'intéresse pas seulement aux femmes en soi mais plutôt à la construction sociale des genres et à l'attribution de responsabilités et de réponses spécifiques aux hommes et aux femmes et plus particulièrement aux catégories vulnérables à l'intérieur de ces groupes. Ainsi, cette approche qui vise à

l'équilibre dans les rapports sociaux, intéresse au plus haut point les organismes d'appui, les partenaires au développement de plus en plus sensible aux divers facteurs ayant contribué à la marginalisation des femmes et des groupes vulnérables d'une manière générale dans le processus de développement.

Le code de conduite

Le code de conduite est un ensemble de dispositions prises de manière consensuelle par les populations d'une zone éco-géologique ou d'une unité d'aménagement donnée en vue de gérer durablement les ressources naturelles de leurs terroirs villageois et supra-villageois. Ces dispositions prises principalement dans le domaine agricole, la conservation des sols et de l'eau, le domaine pastoral, la gestion foncière et le domaine organisationnel, sont orientées vers la résolution des problèmes prépondérants en matière de GDRN d'une zone donnée. Le code de conduite trouve son ancrage institutionnel dans les textes de la décentralisation et constitue une réaffirmation du caractère communautaire de la GDRN.

La société civile

La société civile! Voilà un concept très usité dont la définition reste encore problématique. Elle peut être conçue comme l'ensemble des institutions librement constituées indépendantes du pouvoir politique et de l'administration publique et dont l'ambition n'est pas la conquête ou l'exercice du pouvoir. Il n'en demeure pas moins que la société civile renvoie à dynamique collective où s'élabore des mécanismes de participation citoyenne que parfois la structuration administrative et politique ne permet pas. Si l'on peut admettre qu'elle ne cherche pas le pouvoir, la société civile n'en est pas moins un contre pouvoir de taille dont le rôle dans nos sociétés en devenir est de plus en plus prépondérant.

A lire et à faire lire

Le Programme Sahel de IIED lancera en janvier 2002 le numéro zéro de « *Brèves sur les politiques et les pratiques de gestion décentralisées des ressources naturelles* ». En complément de Seg Taaba Bimestriel, « *Brèves* » est conçu comme un cadre de capitalisation des démarches méthodologiques sur la recherche

action, le dialogues et l'influence des politiques que vous aurez initiés. Chaque numéro est consacré à un thème donné. L'approche sur les groupes d'apprentissage développée par IIED Programme Sahel est l'objet de ce numéro de lancement.

Pour s'abonner:

iiedsen@sentoo.sn ou awafba@sentoo.sn

**Ce bulletin est le vôtre, partagez vos expériences !
IIED Sahel, Point E rue 6 X A, BP 5579 Dakar Sénégal
Email: iiedsen@sentoo.sn ou awafba@sentoo.sn**